

**Séance ordinaire du  
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

**Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Interventions de la Police Municipale sur la thématique de la Sécurité Routière  
dans les écoles élémentaires - Convention 2024-2025 entre la Ville de Montpellier  
et l'Éducation Nationale - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes. Dans ce contexte, un policier municipal rattaché à la Direction Déléguée de la Régulation du Domaine Public et des Mobilités conduit des actions en direction du public scolarisé au sein des écoles élémentaires de la Ville.

Ces formations sont dispensées, de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont confirmées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton. En outre, une formation spécifique « *vélo* » est réservée aux classes de CM2 ou classes double niveau CM1-CM2.

Ainsi, une convention est établie pour la période scolaire 2024/2025 entre la Ville et les Services Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Hérault, afin d'autoriser ces activités de préventions en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la Convention entre la Ville de Montpellier et les Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19 juillet 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention prévention routière intervention PM écoles 2024 - 2025.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240711-267261-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 19/07/24  
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **CONVENTION 2024 - 2025 POUR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS IMPLIQUANT DES INTERVENANTS EXTÉRIEURS RÉMUNÉRÉS A L'ÉCOLE MATERNELLE OU ÉLÉMENTAIRE**

**(Réf. : Circulaire N° 92 196 du 3 juillet 1992 - B.O. n° 29)**

### **SECURITE ROUTIERE 2024 2025**

#### **Entre**

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur le Maire, Michaël Delafosse habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juin 2024,

#### **Et**

La Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, représentée par Madame Catherine COME, l'inspectrice d'académie, directrice académique des Services de l'Education Nationale de l'Hérault, dont le siège est situé, 31 rue de l'Université, CS 39004 34064 Montpellier Cedex 2

### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1 : Définition de l'action**

L'école primaire est le lieu où tous les élèves, sous la responsabilité de leur enseignant, peuvent développer, dans le cadre de séances régulières des compétences définies dans les programmes, dont des connaissances et compétences en matière de sécurité routière, à travers toutes les disciplines d'enseignement, attestées par l'APER.

Son organisation doit garantir la continuité des apprentissages et la cohérence des enseignements au sein de la classe et de l'école.

#### **ARTICLE 2 : la ou les écoles concernées**

Cette convention concerne toutes les écoles de la Ville de Montpellier dont la liste sera portée en annexe 1 de la convention.

#### **ARTICLE 3 : Les intervenants**

Pour participer aux activités d'enseignement de l'éducation routière, les intervenants extérieurs doivent être autorisés par le directeur d'école et agréés par l'IA DASEN 34 ou IEN de circonscription

chaque année scolaire (cf. : procédure départementale d'agrément des intervenants extérieurs à l'école primaire présente sur le site de la direction académique 34).

La qualification des intervenants extérieurs est statutaire ou attestée par la possession d'un diplôme, inscrit au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), déclaration d'exercice effectuée à la SDJES.

#### **ARTICLE 4 : Conditions générales d'organisation et de concertation pour la mise en œuvre des activités**

- Toute aide d'un intervenant extérieur doit s'inscrire dans le projet d'école et doit faire l'objet d'un projet spécifique élaboré en commun par les enseignants et les intervenants. Elle s'appuie de préférence, sur un document pédagogique de référence construit en concertation avec les partenaires.
- Cette intervention répond à une demande des écoles et est en cohérence avec le projet d'école, dans le prolongement du travail effectué en classe par l'enseignant.
- Les actions fondées sur ce projet spécifique sont validées obligatoirement par l'inspecteur de l'éducation nationale pour l'année scolaire.
- Les interventions sont limitées dans le temps et sont établies selon un calendrier permettant un enrichissement des pratiques des enseignants qui pourront être en mesure de réinvestir cet apport.
- Le temps des déplacements ne doit pas être supérieur au temps de pratique effective de l'activité.

#### **ARTICLE 5 : Le rôle de l'enseignant, le rôle de l'intervenant**

- L'enseignant assure la responsabilité pédagogique et la mise en œuvre des programmes de l'école.
- L'intervenant extérieur apporte une expertise ou une autre forme d'approche qui enrichit l'enseignement et conforte les apprentissages conduits par l'enseignant ; il met à disposition de l'enseignant des supports pédagogiques adaptés au cycle d'enseignement permettant la préparation ou la poursuite de ce travail seul avec sa classe.

L'intervenant ne peut se substituer à l'enseignant, son implication dans le projet lui confère une mission d'animation et d'évaluation (en collaboration avec l'enseignant) dans l'activité, faisant une part évidente à son initiative. Dans tous les cas, il devra fournir à l'enseignant les éléments nécessaires à l'évaluation des progrès des élèves dont il a la responsabilité.

Les écoles dans lesquelles se font les interventions sont choisies en concertation avec les conseillers pédagogiques des circonscriptions de la Ville de Montpellier concernées.

Organisation : cf circulaire n° 99-136 du 21/09/1999 :

<b>1 Classe organisation habituelle</b>	<b>1 Classe organisation exceptionnelle</b>	<b>1 Classe organisation exceptionnelle</b>
1 groupe	2 ou plusieurs groupes l'enseignant a en charge un des groupes	Plusieurs groupes L'enseignant n'a en charge aucun groupe particulier
Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance et contrôle effectivement son déroulement.	Dans ce cas, certains groupes d'élèves sont encadrés par au moins un intervenant et l'un de ces groupes est pris en charge par le maître. L'enseignant n'a pas à assurer le contrôle du déroulement de la séance. Son action consiste à définir préalablement l'organisation générale de l'activité avec une répartition précise des tâches et procède a posteriori à son évaluation.	Dans ce cas, chaque groupe est encadré par au moins un intervenant. Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance, procède au contrôle successif du déroulement de la séance dans les différents groupes et à la coordination de l'ensemble.

## ARTICLE 6 : les conditions de pratique et d'encadrement

X Le représentant de la <b>mairie</b>	Le président de l' <b>association</b>	Le représentant de l' <b>organisme</b>
---------------------------------------	---------------------------------------	--

met à disposition des élèves selon le planning et selon ses possibilités (*cocher ce qui concerne l'intervention*) :

X les installations	Adaptés à l'apprentissage nécessaire au déroulement des séances. Ces matériels doivent être conformes à la réglementation en vigueur, maintenus en parfait état d'entretien et faire l'objet d'une vérification chaque année. Piste d'éducation routière, bicyclettes adaptées au public scolaire
X le matériel	

- L'intervenant extérieur s'engage à prévenir dans les meilleurs délais, le directeur de l'école d'une impossibilité d'intervention nécessitant l'ajournement de la séance (absence, problème matériel).
- De son côté, le directeur d'école s'engage à prévenir les intervenants extérieurs de toute modification dans le déroulement prévu des activités.

## ARTICLE 7 : Les conditions de sécurité

- Le taux minimum d'encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d'éducation physique et sportive doit être conforme au texte de la *circulaire n°99-136 du 21/09/1999 (organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques)*, et à la circulaire 2017-11 du 06/10/2017.
- L'intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant responsable.
- Il appartient à l'enseignant, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité. Il informe sans délai, l'inspecteur de l'éducation nationale sous couvert du directeur d'école, de tout problème concernant la sécurité des élèves.
- En cas d'urgence, il doit être possible d'intervenir rapidement sur le site (téléphone disponible, trousse de premier secours, voie d'accès dégagée.....par exemple

## ARTICLE 8 : Responsabilité

Dans tous les cas où la responsabilité d'un intervenant se trouve engagée à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis :

- soit par les élèves qui lui sont confiés à raison de son intervention,
- soit au détriment de ses élèves dans les mêmes conditions,

la responsabilité de l'Etat est substituée à celle dudit intervenant qui ne peut jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

## ARTICLE 9 : Assurance

L'intervenant afin de se prémunir dans l'hypothèse d'un accident souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

## ARTICLE 10 : Durée de la convention

La convention a une durée d'un an. Elle est à renouveler chaque année.

Fait à Montpellier

le

Fait à Montpellier

Catherine COME

[illegible]